

## Circulaire d'information

**INFCIRC/796**

14 juillet 2010

**Distribution générale**

Français

Original : anglais

---

# Communication du 8 juin 2010 reçue de la mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Agence sur la question de la confidentialité

Le Secrétariat a reçu de la mission permanente de la République islamique d'Iran une note verbale datée du 8 juin 2010, à laquelle était joint le texte d'une lettre du Représentant permanent de la République islamique d'Iran au Directeur général concernant la question de la confidentialité.

À la demande de la mission permanente, cette lettre et ses pièces jointes sont reproduites ci-après pour l'information de tous les États Membres.

*Mission permanente de la  
RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN  
auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)*

N° 078/2010  
3 juin 2010

**Son Excellence M. Yukiya Amano**  
**Directeur général**  
**AIEA, Vienne**

*Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux*

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous informer de la situation très regrettable suivante :

- 1- Des informations confidentielles ont malheureusement filtré à l'extérieur de l'Agence depuis un certain temps. À cet égard, des préoccupations et des objections ont été portées à plusieurs reprises à l'attention de l'Agence (déclarations au Conseil des gouverneurs ou communications avec l'Agence), la priant de maintenir un régime rigoureux afin d'assurer une protection efficace contre la divulgation d'informations confidentielles.
- 2- La question de la confidentialité est l'un des aspects les plus importants de l'application des accords de garanties entre l'AIEA et les États Membres. Aux termes de l'article 5 a) de l'accord entre l'Iran et l'Agence (INFCIRC/214), « *[L]’Agence prend toutes précautions utiles pour protéger les secrets commerciaux et industriels ou autres renseignements confidentiels dont elle aurait connaissance en raison de l’application du présent Accord* ».
- 3- L'article 9 c) de cet accord stipule également que « *[L]es visites et activités des inspecteurs de l'Agence sont organisées de manière à : [...] ii) [a]ssurer la protection des secrets industriels ou autres renseignements confidentiels venant à la connaissance des inspecteurs* ».
- 4- Par ailleurs, l'article **VII F du Statut de l'Agence dispose que** : « *Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général et le personnel [...] ne doivent révéler aucun secret de fabrication ou autre renseignement confidentiel dont ils auraient connaissance en raison des fonctions officielles qu'ils exercent pour le compte de l'Agence* ».
- 5- Il convient de rappeler que ces préoccupations concernant la protection de la confidentialité ont été exprimées dans la résolution sur le renforcement des garanties adoptée par la Conférence générale de l'Agence à sa 53<sup>e</sup> session, ainsi que dans le cadre de la Conférence d'examen du TNP de 2010.
- 6- Au cours de l'inspection effectuée au laboratoire Jaber-Ibne-Hayan (JHL, IRL-) et à l'installation pilote d'enrichissement de combustible (IPEC, IRM-) de Natanz, des informations confidentielles portées à la connaissance de l'Agence dans le cadre de l'application de l'accord de garanties ont été malheureusement divulguées par cette dernière et communiquées aux médias. Deux exemples très récents (AP, 30 mai 2010, et Reuters, 14 mai 2010), que vous trouverez en pièce jointe, en témoignent.
- 7- Malheureusement, l'Agence n'a pas été en mesure jusqu'ici de protéger les informations confidentielles obtenues dans le cadre d'inspections dans les installations soumises aux

garanties en République islamique d'Iran, qui ont été parfois divulguées par ses fonctionnaires et communiquées aux médias. Cette situation constitue une violation grave des articles susmentionnés ainsi que du Statut de l'AIEA. Cette tendance, éveillerait à coup sûr, si elle se poursuivait, la méfiance entre les États Membres et l'Agence, et, de plus, un climat négatif aux dommages irréparables.

- 8- Cette pratique est malheureusement devenue courante et, en dépit des protestations répétées de l'Iran et d'autres États Membres, l'Agence n'a pas pris de mesures concrètes sur cette question sensible pour empêcher de nouvelles fuites, ce qui favorise ainsi une tendance persistante à la violation de la confidentialité des informations.
- 9- La République islamique d'Iran fait part de sa vive préoccupation et de ses protestations à l'Agence et vous prie par la présente de mener une enquête sérieuse afin d'identifier le ou les auteurs et/ou sources à l'origine de la divulgation des informations confidentielles susmentionnées, et de les poursuivre en justice de manière à dissuader d'autres personnes de faire de même. Nous attendons de l'Agence qu'elle nous informe ultérieurement des résultats de son enquête.
- 10- Pour éviter que ces violations ne se répètent, l'Agence est par la présente prévenue qu'à compter de la date de la présente lettre, si des informations confidentielles portées à sa connaissance dans le cadre de l'application de l'accord de garanties sont divulguées, de quelque manière que ce soit, et/ou communiquées aux médias, la première riposte sera d'annuler la désignation du ou des inspecteurs concernés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Ali Asghar Soltanieh

Ambassadeur et Représentant permanent

La présente copie est destinée uniquement à un usage personnel, non commercial. Pour en obtenir des exemplaires prêts à l'emploi pour diffusion à des collègues ou des clients, utiliser l'outil Réimpression au début de chaque article ou consulter le site : [www.reutersreprints.com](http://www.reutersreprints.com)

## L'Iran et l'enrichissement de l'uranium – ce qu'en disent les diplomates

Vendredi 14 mai 2010

par Sylvia Westall

VIENNE (Reuters) – De source diplomatique, l'Iran est en train d'installer du matériel supplémentaire qui lui permettrait de perfectionner ses procédés d'enrichissement de l'uranium, une initiative qui montre que Téhéran s'efforce de renforcer ses activités nucléaires alors que les grandes puissances envisagent de nouvelles sanctions.



Dans un premier temps, l'Iran a commencé en février à enrichir de petites quantités d'uranium, en déclarant qu'il voulait fabriquer du combustible pour un petit réacteur de recherche destiné à des fins médicales. Il a ainsi éveillé les soupçons des pays occidentaux compte tenu de sa supposée incapacité à fabriquer les assemblages combustibles nécessaires.

Les puissances occidentales, estimant qu'il s'agit d'une provocation, craignent que la République islamique vise à terme à stocker des matières susceptibles de servir à la fabrication d'armes nucléaires, alors que l'Iran affirme que ses objectifs sont purement pacifiques.

Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique en février, l'Iran utilise « une cascade » de 164 centrifugeuses pour produire de petites quantités d'uranium enrichi jusqu'à 20 %.

D'après les analystes, un système à une seule cascade est inefficace, car il produit non seulement les matières hautement enrichies recherchées mais aussi une grande quantité d'uranium faiblement enrichi (UFE).

Ces dernières semaines les responsables iraniens ont ajouté une deuxième cascade à l'usine pilote de Natanz pour que cet UFE puisse être réinjecté plus facilement dans les centrifugeuses, de façon à ce que celles-ci soient utilisées au mieux de leur potentiel et d'une manière plus efficace, selon les dires de diplomates.

Un diplomate occidental a déclaré que « la deuxième cascade était destinée à appuyer les opérations de la première », cependant, elle n'est pas encore en service.

Toujours selon des sources diplomatiques, les changements ne semblent pas avoir pour objet d'augmenter les quantités produites ni d'augmenter encore le niveau d'enrichissement, initiatives qui déclencheraient une sonnette d'alarme. Il semble néanmoins que la deuxième cascade pourrait être reconfigurée dans cet objectif si l'Iran le décidait.

C'est la raison pour laquelle l'AIEA s'efforce d'intensifier sa surveillance sur le site. Les activités montrent également que l'Iran cherche à améliorer sa technique en vue d'une possible expansion ultérieure.

« Il accumule ainsi des connaissances sur les procédés de recyclage à des niveaux d'enrichissement plus élevés » a déclaré Mark Fitzpatrick de l'Institut international d'études stratégiques de Londres.

« Toute acquisition de ces connaissances tacites, de connaissances obtenues à partir d'opérations réelles, contribue à faciliter toute action ultérieure en faveur de l'uranium hautement enrichi ».

L'AIEA n'a fait aucun commentaire.

## SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS

Les responsables occidentaux craignent que la décision de l'Iran d'enrichir de l'uranium vise à terme à l'engager plus avant sur la voie d'une production d'uranium de qualité militaire - enrichi à 90 %.

Niant ces allégations, l'Iran déclare que ses activités ne serviront qu'à produire de l'uranium enrichi à 20 % à raison de trois à cinq kilos par mois, quantité suffisante pour fabriquer du combustible destiné à son réacteur de recherche.

Depuis que les travaux d'enrichissement ont commencé, l'AIEA s'est employée à améliorer sa surveillance et ses inspections sur le site. Ses entretiens avec l'Iran ont permis de progresser, mais Yukiya Amano, son Directeur général, a déclaré au début du mois que les arrangements n'étaient pas encore « au point ».

Une meilleure surveillance est essentielle car les inspecteurs doivent s'assurer que les activités ne sont pas détournées à des fins militaires.

Téhéran a déclaré avoir été forcé d'enrichir de l'uranium après l'échec d'un accord sur le combustible avec les puissances occidentales et l'AIEA, en vertu duquel il aurait expédié à l'étranger 1 200 kilos d'uranium faiblement enrichi en échange de barres de combustible pour son réacteur médical.

« Les initiatives de l'Iran montrent clairement qu'il ne prend pas au sérieux la proposition concernant le combustible » a déclaré un autre diplomate occidental.

La République islamique d'Iran s'est déclarée optimiste devant les tentatives de médiation faites par la Turquie et le Brésil pour relancer l'offre relative au combustible. Les responsables occidentaux ont rejeté ces tentatives au prétexte qu'il ne s'agissait que de tactiques visant à gagner du temps.

(Edition : Philippa Fletcher)

© Thomson Reuters 2010. Tous droits réservés. Les lecteurs peuvent télécharger et imprimer des extraits du texte à partir du présent site web uniquement pour un usage personnel et non commercial. Il est strictement interdit de republier ou de rediffuser des textes de Thomson Reuters, y compris par encartage ou par des moyens similaires, sans l'accord préalable écrit de Thomson Reuters. Thomson Reuters et son logo sont des noms déposés ou des marques du groupe de sociétés Thomson Reuters dans le monde.

Les journalistes de Thomson Reuters doivent respecter un manuel du rédacteur en vertu duquel ils sont tenus de présenter les faits avec objectivité et de signaler tout conflit d'intérêts potentiel.

La présente copie est destinée uniquement à un usage personnel, non commercial. Pour en obtenir des exemplaires prêts à l'emploi pour diffusion à des collègues ou des clients, utiliser l'outil Réimpression au début de chaque article ou consulter le site : [www.reutersreprints.com](http://www.reutersreprints.com)

## AP – Information de dernière minute : Des diplomates font état du retrait de matériel par l'Iran

par GEORGE JAHN (AP) – 28 mai 2010

VIENNE — Les inspecteurs nucléaires de l'ONU, qui se sont de nouveau rendus dans un laboratoire iranien pour surveiller des activités pouvant être liées à un programme secret d'armement nucléaire, ont constaté récemment la disparition d'une partie du matériel qui serait utilisé pour des expériences, ont indiqué vendredi des diplomates.

D'après l'un d'eux, de hauts responsables de l'Agence internationale de l'énergie atomique — le gendarme nucléaire des Nations Unies — craignent que ce retrait ne soit une tentative de dissimulation.

Deux autres ont confirmé qu'il manquait des appareils. L'un d'eux a indiqué qu'il était trop tôt pour en tirer des conclusions, laissant entendre que ces appareils auraient pu être transférés vers un autre site pour y faire uniquement l'objet d'une maintenance. Les trois diplomates se sont exprimés sous couvert de l'anonymat, les informations étayant l'enquête nucléaire iranienne étant confidentielles.

Les interrogations portent sur le pyrotraitement, procédure pouvant être utilisée pour purifier l'uranium métal utilisé dans les ogives nucléaires.

Au mois de janvier, l'Iran a confirmé à l'Agence avoir procédé à des expériences dans ce domaine — suite à quoi cette dernière lui a demandé de plus amples renseignements — avant de se rétracter en mars dans ses observations au Conseil des gouverneurs, réuni à huis clos.

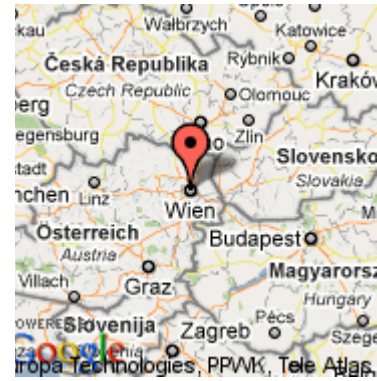
« En fait, il n'y a pas d'activité de R-D sur le pyrotraitement et la question soulevée est due à une interprétation erronée par les inspecteurs de l'Agence », selon un extrait de la déclaration de l'Iran mise à la disposition de l'AP cette semaine.

Les expériences de pyrotraitement ont conduit les experts de l'AIEA à retourner sur le site — le laboratoire polyvalent Jabr Ibn Hayan (JHL) à Téhéran — où ils ont constaté qu'une partie du matériel avait été transféré vers un site non divulgué ont fait savoir les diplomates. L'un des deux a indiqué que l'électrolyseur utilisé pour séparer les impuretés de l'uranium métal faisait partie du matériel ayant été retiré. Un autre a déclaré que des appareils chimiques utilisés dans le processus étaient désormais manquants.

Des représentants de l'AIEA ont fait savoir que cette dernière ne ferait aucun commentaire. Les tentatives d'obtention d'explications auprès de l'Iran sont pour l'heure vaines, les représentants iraniens à Vienne ne répondant pas à leur téléphone portable.

La conduite de travaux sur le pyrotraitement par l'Iran, même au niveau expérimental, conforterait les soupçons selon lesquels Téhéran cherche à mettre au point des armes nucléaires, et ce alors qu'il persiste à dire qu'il ne s'intéresse à l'atome qu'en tant que source d'énergie.

Le Conseil de sécurité de l'ONU envisage actuellement une quatrième série de sanctions suite au refus de la République islamique de stopper l'enrichissement d'uranium, qui peut servir tant à la production de combustible nucléaire qu'à la fabrication du cœur fissile de têtes nucléaires. Par ailleurs, il s'inquiète de la révélation tardive par Téhéran, au début de l'année, de la construction d'un site d'enrichissement secret ainsi que de son refus de répondre aux questions de l'AIEA suscitées par des



services de renseignements étrangers et liées à des soupçons de travaux clandestins d'armement nucléaire.

La Corée du Sud et les États-Unis expérimentent actuellement une nouvelle application nucléaire du pyrotraitement, qui permet de retraiter le combustible nucléaire utilisé pour une nouvelle génération de réacteurs. Néanmoins, cette procédure hautement technique ne correspond pas au profil nucléaire de l'Iran, qui n'a pas de combustible utilisé à retraiter.

L'un des diplomates a indiqué que la question du matériel manquant pourrait figurer dans le prochain rapport sur l'Iran du Directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano, attendu pour la fin de la semaine ou le début de la semaine prochaine, pour examen par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA à sa réunion qui débutera le 7 juin.

Il a ajouté que, par ailleurs, le rapport n'apporterait vraisemblablement aucun élément nouveau, faisant observer que le programme iranien d'enrichissement de l'uranium à un faible niveau stagnait et que le pays poursuivait un programme pilote d'enrichissement de l'uranium (près de 20%).

L'Iran a initialement justifié sa décision d'entreprendre l'enrichissement d'uranium en indiquant qu'il avait besoin de ces matières pour alimenter son réacteur de recherche, suite à l'échec d'un accord d'approvisionnement de l'étranger.

Au début de la semaine, il a présenté un nouveau plan à l'AIEA prévoyant que Téhéran échange une partie de son uranium faiblement enrichi contre du combustible pour son réacteur, soit un plan similaire à celui établi plus tôt en octobre.

Il semble que ce plan constitue une concession importante pour l'Iran qui accepte d'expédier 1 200 kilogrammes d'uranium, qui seront entreposés en Turquie et d'attendre jusqu'à une année entière l'uranium hautement enrichi en provenance de France et de Russie. Toutefois, on estime que l'Iran dispose maintenant de stocks de matières nucléaires bien plus importants.

L'échange prévu en octobre aurait laissé à l'Iran une quantité bien inférieure aux 1 000 kilogrammes de matières nécessaires pour produire suffisamment d'uranium de qualité militaire pour fabriquer une bombe. Depuis lors, l'Iran a continué de produire de l'uranium faiblement enrichi et a commencé à enrichir à près de 20 %.

En mars, l'AIEA a indiqué que le stock de l'Iran s'établissait à environ 2 100 kilogrammes. Selon les estimations de David Albright (Institute for Science and International Security, Washington), qui s'attache à déceler des signes de prolifération clandestine en Iran, ce stock pourrait s'établir à présent à quelque 2 300 kilogrammes, soit plus du double de la quantité nécessaire à la production de suffisamment de matières permettant de fabriquer une bombe.

Pour les pays occidentaux, cette situation vient largement briser l'élan à la recherche d'une entente. En outre, la décision de l'Iran de poursuivre son programme d'enrichissement de l'uranium à près de 20 %, - qu'il obtienne du combustible de l'étranger ou non - représente un écueil encore plus important car elle fait progresser Téhéran vers une capacité militaire.

..Copyright © 2010 The Associated Press. Tous droits réservés.

## **Articles connexes**

US House approves Iran sanction

AFP – il y a 4 jours

US, Brazilian officials at odds over letter  
on Iranian uranium  
Washington Post – il y a 5 jours

Clinton: Iran Fuel Swap Deal Has  
“Deficiencies”  
Voice of America – 25 mai 2010

Plus d'articles (1) »